

**ACQUISITION – LIVRAISON ET INSTALLATION  
D'APPAREILS DE MUSCULATION AU NIVEAU R+2 DU  
BATIMENT RABELAIS DE L'UNIVERSITE GUSTAVE  
EIFFEL – CAMPUS DE MARNE-LA-VALLEE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP) n° 2025FOUR010MLV**

## Table des matières

Article 1 - PARTIES CONTRACTANTES.....	3
Article 2 - OBJET - FORME DU MARCHÉ - LIEU D'EXECUTION.....	3
Article 3 - DUREE DU MARCHÉ ET DELAI DE LIVRAISON.....	4
Article 4 - PIECES CONTRACTUELLES.....	4
Article 5 – REUNION DE DEMARRAGE DU MARCHÉ .....	5
ARTICLE 6 – PRIX .....	5
6.1- CONTENU DES PRIX .....	6
Article 7 – CONDITION D'EXECUTION.....	6
Article 8 – CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'ADMISSION.....	7
Article 9 MODALITES DE REGLEMENT .....	8
Article 10 PENALITES.....	10
Article 11 RESILIATION .....	11
Article 12 LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE .....	12
Article 13 ASSURANCE .....	12
Article 14 CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES .....	12
Article 15 NORMES, BREVETS ET LICENCES.....	13
Article 16 - GARANTIE .....	13
Article 17 DEROGATIONS AU CCAG/FCS .....	13

## Article 1 - PARTIES CONTRACTANTES

### **L'Université Gustave Eiffel**

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,  
Cité Descartes  
5 Boulevard Descartes • Champs-sur-Marne  
77454 Marne-la-Vallée Cedex 2 • France

**Représentée par Gilles ROUSSEL, Président**

Et :

**L'entreprise attributaire du marché**, ci-après désigné « Le Titulaire »

## Article 2 - OBJET - FORME DU MARCHE - LIEU D'EXECUTION

### **2.1 OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet l'acquisition, la livraison et l'installation de machines de musculation, d'appareils cardio-training et accessoires de musculation pour le complexe sportif situé au Bâtiment Rabelais de l'Université Gustave Eiffel Campus de Marne-la-Vallée.

La description des prestations et des spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **2.2 TYPE DE MARCHE**

Le présent marché est un marché de fournitures et services.

### **2.3 MODE DE PASSATION DU MARCHE**

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique en vigueur le 1er avril 2019.

### **2.4 LIEU DES PRESTATIONS**

Les fournitures et prestations objet du présent marché sont attendues pour le niveau R+2 du bâtiment Rabelais 2 Boulevard Descartes – 77420 Champs-sur-Marne  
<https://maps.app.goo.gl/3mU24xRQp5Fbqsps9> qui est actuellement en cours de rénovation (chantier en cours avec livraison prévisionnelle fin juillet 2025).

Les machines et appareil cardio-training devront être installés dans la salle de musculation d'une surface de 305 m<sup>2</sup>.

## **Article 3 - DUREE DU MARCHE ET DELAI DE LIVRAISON**

### **3.1 DUREE DU MARCHE**

Le présent marché prend effet à partir de sa date de notification.

La date de notification est la date de réception du marché par le titulaire.

Le marché se termine à la fin de la garantie du matériel objet du marché ou à la fin du contrat de maintenance si cette prestation est retenue.

### **3.2 DELAI DE LIVRAISON**

Le délai de livraison des machines sportives, incluant le transport, le déchargement, l'installation et la mise en service est fixé à 10 semaines maximum à compter de la date de notification du marché.

**Date prévisionnelle de livraison** : la livraison, l'installation et la mise en service du matériel objet du marché sont prévues pour la première semaine de septembre 2025. Cette date sera confirmée lors de la notification du marché.

## **Article 4 - PIECES CONTRACTUELLES**

Le marché est constitué par les pièces énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ➔ L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
  - La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- ➔ Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- ➔ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- ➔ L'offre technique du titulaire,
- ➔ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (30 mars 2021).

Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Nota important : l'attention du Titulaire est attirée sur le fait que bien qu'elles ne soient pas jointes,

les pièces générales citées ci-dessus sont rendues contractuelles par le présent marché.

Toute clause portée dans le catalogue/tarifs ou documentation quelconque fournie par le titulaire qui serait contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle qui figure sur le document de priorité supérieure.

## **Article 5 – REUNION DE DEMARRAGE DU MARCHE**

Une réunion de démarrage du marché est organisée après notification du marché. La date est proposée par l'université Gustave Eiffel et validée par le Titulaire. Cette réunion, vise à :

- préciser les engagements contractuels, les interlocuteurs, l'organisation et les moyens mis en œuvre par le titulaire du marché (notamment le planning des intervenants) et de transmettre toutes les informations et consignes nécessaires

## **ARTICLE 6 – PRIX**

La monnaie de compte est l'Euro.

Le montant du marché est indiqué dans la DPGF.

Le montant du marché est ferme et forfaitaire en ce qui concerne la fourniture, l'installation et la mise en service du matériel objet du marché.

En ce qui concerne la maintenance, si cette prestation est retenue, son montant est révisable à l'issue de la date anniversaire selon la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + (0,85 \text{ ICHT-IME}_m / \text{ICHT-IME}_0) ]$$

dans laquelle :

- $P(n)$  est le prix révisé ;
- $P(o)$  est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.
- ICHT-IME<sub>m</sub> est la valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges
  - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008. L'indice ICHT- IMEm , est l'indice du mois de révision des prix (date anniversaire).

- ICHT-IME0 est la valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008. L'indice ICHT- IME0 , est l'indice du mois de signature de l'acte d'engagement par le Titulaire.

### **Clause de sauvegarde**

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, l'Université Gustave Eiffel se réserve le droit de résilier sans indemnités le présent marché si l'augmentation moyenne annuelle du prix de la maintenance est supérieure à 3 % par an.

### **6.1- CONTENU DES PRIX**

Les prix indiqués dans l'annexe financière (DPGF) de l'acte d'engagement comprennent toutes les dépenses de main d'œuvre, fournitures, installation et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

L'offre financière est faite suite à la visite obligatoire du lieu d'exécution.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir ultérieurement d'une connaissance insuffisante du lieu d'exécution, de manque d'informations, d'erreurs, d'omissions ou d'insuffisances pour se soustraire à ses obligations ou pour demander une plus-value.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance du site, et des conditions dans lesquelles il devra exécuter les prestations pour établir son offre.

## **Article 7 – CONDITION D'EXECUTION**

### **7.1 LIEU D'EXECUTION DU MARCHE**

Les prestations doivent être exécutées au lieu indiqué à l'article 2.4 du présent document.

### **7.2 INTERLOCUTEUR CHEZ LE TITULAIRE**

Le titulaire s'engage à communiquer dans les sept jours ouvrés après la notification du marché, les coordonnées de la personne chargée du suivi commercial et technique, ainsi qu'une adresse mail valide. Le titulaire s'organise pour que cette boîte mail soit consultée même en l'absence de son propriétaire. Cette personne sera l'interlocuteur unique de l'établissement pour le suivi du marché, etc...

En cas de changement au niveau de l'équipe d'intervenants, le titulaire informe sans délais le responsable de l'établissement et dispose de 8 jours à compter de cette date pour communiquer le nom et titre du remplaçant. Le responsable de l'établissement à 8 jours pour récuser le remplacement, au-delà de ce délai, le silence vaut acceptation. En cas de récusation, le titulaire a 7 jours pour présenter un nouveau remplaçant. Son acceptation est faite dans les mêmes termes que précédemment.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusations des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié pour faute.

## **Article 8 – CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'ADMISSION**

Par dérogation au CCAG FCS, les conditions de vérification et d'admission sont mentionnées ci-dessous :

### **Adresse de livraison :**

Les fournitures et prestations objet du présent marché doivent être livrées à l'adresse suivante :

Niveau R+2 du bâtiment Rabelais 2 Boulevard Descartes – 77420 Champs-sur-Marne  
<https://maps.app.goo.gl/3mU24xRQp5Fbqsp9> qui est actuellement en cours de rénovation (chantier en cours avec livraison prévisionnelle fin juillet 2025).

Le Titulaire fera son affaire afin que la date de livraison soit identique à celle de l'installation.  
L'Université Gustave Eiffel ne mettra pas à disposition un lieu de stockage

### **Mise en ordre de marche (MOM)**

L'installation et la mise en ordre de marche seront effectuées par le titulaire en présence d'un personnel de l'Université Gustave Eiffel concerné par le marché.

Une documentation technique détaillée sera fournie par le titulaire, de préférence en français, ou sinon en anglais, ou les deux.

Les modalités d'intervention sont fixées dans le CCTP.

### **La Vérification d'Aptitude (VA)**

A l'issue de la fin de l'installation du matériel, l'Université Gustave Eiffel procède à la Vérification d'Aptitude sous un délai de 30 jours calendaires maximum.

La vérification d'aptitude a pour but de constater que le matériel mis en ordre de marche présente les caractéristiques techniques qui le rendent apte à remplir les fonctions précisées dans le marché.

Si la vérification d'aptitude est négative, l'Université Gustave Eiffel prend une décision d'ajournement ou de rejet.

En cas d'ajournement, le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la levée des réserves dans un délai fixé par l'Université Gustave Eiffel dans le procès-verbal d'ajournement.

En cas de rejet, les sommes correspondantes déjà versées au titulaire sont restituées à l'Université Gustave Eiffel. Le marché est résilié aux torts du titulaire.

Si la vérification d'aptitude est positive, l'Université Gustave Eiffel procède à l'admission et libère le paiement des 10 % du marché.

### **La vérification de service régulier (VSR) et admission**

La vérification du service régulier a pour but de constater que la fourniture objet du marché est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'utilisation.

A partir du constat de vérification d'aptitude, l'Université Gustave Eiffel procédera à la Vérification de Service Régulier (VSR) pendant une période de 30 jours calendaires maximum.

Pendant la VSR, l'Université Gustave Eiffel notifie au titulaire les anomalies résiduelles.

Si la VSR est positive, l'Université Gustave Eiffel prononce l'admission. L'admission de la fourniture objet du marché entraîne le transfert de propriété et libère le paiement le solde du marché.

Si la VSR est négative et que les anomalies constatées relèvent de la prestation, l'Université Gustave Eiffel prononce soit :

- l'admission avec réfaction (qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées, décidée en concertation avec le titulaire).
- l'ajournement. Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la levée des réserves dans un délai fixé par l'Université Gustave Eiffel dans le procès-verbal d'ajournement.
- le rejet (lorsque des prestations sont rejetées). Le titulaire rembourse à l'Université Gustave Eiffel les sommes déjà versées. Le marché est résilié sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

## **Article 9 MODALITES DE REGLEMENT**

Le marché est financé sur le budget propre de l'Université Gustave Eiffel.

### **9.1 AVANCE**

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance sera versée dans les conditions fixées dans le code de la commande publique.



## 9.2 FACTURATION

### Présentation des factures

L'Université se libérera des sommes dues au titre du marché, par virement bancaire au compte ouvert au nom du Titulaire.

Les factures, libellées au nom de l'Université Gustave Eiffel, doivent être envoyées sous forme dématérialisées par Chorus pro.

Ci-après les renseignements pour déposer vos factures sur Chorus :

Raison sociale : UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL

N° de SIRET : 130 026 123 00013

Code service : SFACTURIER

Numéro de bon de commande Université Gustave Eiffel : l'absence de ce numéro entraîne rejet systématique de la facture sur chorus

Les factures doivent impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique et notamment les renseignements suivants :

La facture doit comporter, notamment, les renseignements suivants :

- la mention : numéro de marché « **2025FOUR010MLV** »
- le nom et l'adresse de l'Université Gustave Eiffel, le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- le numéro du bon de commande,
- la désignation du matériel,
- le prix total hors taxes

Le total HT de la facture est majoré du taux de TVA en vigueur pour former le prix total TTC à régler. Toute facture non conforme à ces prescriptions sera immédiatement retournée au titulaire en recommandé avec accusé de réception pour redressement des anomalies relevées. Le titulaire ne pourra formuler aucune réclamation contre le retard apporté dans le règlement de la facture du fait de ce renvoi.

### 9.3 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT - INTERETS MORATOIRES

Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture. Toutefois, le point de départ du délai est la date d'exécution des prestations ou de réception du produit, lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture ou lorsque celle-ci est incertaine.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage

En cas de changement de RIB, le nouveau RIB devra être adressé par le signataire du marché à la Direction de la publique : [marchespublics@univ-eiffel.fr](mailto:marchespublics@univ-eiffel.fr)

L'ordonnateur de l'Université Gustave Eiffel est le président de l'Université Gustave Eiffel.

Le comptable assignataire des paiements est l'agente comptable de l'Université Gustave Eiffel.

#### **9.4 ECHEANCIER DE PAIEMENT**

À la notification du marché, versement éventuelle d'une avance de 10 % du montant TTC du marché sans présentation de facture par le titulaire.

À la livraison et installation et mise en ordre de marche : versement d'un acompte de 80 % du montant TTC du marché sur présentation d'une facture par le titulaire et récupération de l'éventuelle avance.

A la vérification d'aptitude (VA) positive : versement d'un acompte de 10 % du montant TTC du marché sur présentation d'une facture par le titulaire.

A l'admission de la totalité des fournitures objet du marchés, versement du solde du marché sur présentation d'une facture par le titulaire.

### **Article 10 PENALITES**

#### **10.1 PENALITES DE RETARD livraison et détérioration des lieux**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 350 €.

Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

Dans le cas où le titulaire livre des appareils abîmés ou dégradés résultant de mauvaises conditions de transport ou d'emballage, le titulaire s'engage à les remplacer et à les re-livrer dans les 10 jours ouvrés.

Dans ces conditions, et si ce délai n'est pas respecté, l'Université Gustave Eiffel, se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes :

- Délai dépassé : 200 ,00 € par jour jusqu'à réception du nouvel appareil.

Au-delà de 60 jours, le retard de livraison sera considéré comme une non-livraison des appareils qui entraînera l'annulation de la commande.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Pénalités pour dégradation des lieux lors de la livraison :

Les équipements sportifs objet de ce marché seront livrés et installés dans un espace rénové en totalité en 2025 (fin des travaux prévus mi juillet 2025), toute dégradation (des sols, murs et accès extérieurs) lors de l'intervention du titulaire sera sanctionnée par une pénalité à hauteur du montant du préjudice subi (sur la base des devis chiffré par les entreprises à la demande de L'université).

## **10.2 PENALITES POUR RETARD DE REMISE DES NOTICES TECHNIQUES**

En cas de retard de non remise par le Titulaire des notices techniques de chaque appareil de cardio-training et de chaque machine de musculation avec indication du montage, des consignes d'entretien et des documents de garanties lors de la livraison, une pénalité sera opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à 100 € par document et par jour jusqu'à la réception des documents.

## **10.3 PENALITES EN CAS DE TRAVAIL DISSIMULE**

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, le Titulaire encourra des pénalités d'un montant de 10 % du montant du marché.

Le montant des pénalités ne pourra dépasser celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 dudit code.

## **10.4 EXONERATION DE PENALITES**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, aucune exonération de pénalités ne s'applique dès lors que celles-ci sont mises en place par décision du pouvoir adjudicateur.

# **Article 11 RESILIATION**

Les dispositions applicables en matière de résiliation du marché sont celles définies au chapitre 7 (articles 38 à 45) du CCAG/FCS.

En outre, l'Université pourra résilier le marché en cours d'exécution sans indemnité, par décision avec date d'effet envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, si :

- ✓ Après mise en demeure du Titulaire assortie d'un délai, des défauts constatés n'étaient pas corrigés ;

De plus, en cas de défaillance du Titulaire, l'Université pourra faire exécuter les prestations concernées par un autre prestataire aux frais et risques du Titulaire, selon les dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS.

Après expiration ou résiliation du marché les parties restent tenues d'honorer les obligations contractées.

## Article 12 LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE

Dans le cas où un accord amiable ne peut intervenir, le litige, pour lequel le droit français seul est applicable, est porté devant le Tribunal Administratif de Melun.

Tribunal Administratif de Melun  
43, rue du Général de Gaulle - 77 000 MELUN  
Tél : +33 1 60 56 66 30/ Fax : +33 1 60 56 66 10

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Auparavant, un accord à l'amiable entre les parties sera recherché dont les frais d'expertise éventuels seront partagés au prorata de l'arbitrage rendu.

En cas d'action contentieuse ouverte à l'occasion de la conclusion et exécution du marché, celle-ci sera portée devant le Tribunal Administratif de Melun.

Toute autre clause attributive de compétence pouvant figurer sur les documents du Titulaire sera considérée comme nulle.

## Article 13 ASSURANCE

Le Titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances.

L'assurance du Titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile pendant les prestations ou la livraison effectuées par le Titulaire en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Université ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du Titulaire, de façon à faire bénéficier l'Université, dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du Titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le Titulaire doit fournir, **dans les huit jours suivant la notification du marché** une attestation de la police d'assurance souscrite.

## Article 14 CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Le marché pourra faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement dans les conditions fixées par les articles R.2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du Code de la commande publique est le directeur de la commande publique de l'Université Gustave Eiffel.

## Article 15 NORMES, BREVETS ET LICENCES

Le matériel faisant objet du présent marché doit être conformes aux normes françaises ou européennes homologuées.

Le Titulaire s'engage à être à jour du règlement des redevances au titre des brevets et licence d'exploitation des produits distribués.

## Article 16 - GARANTIE

La durée minimale de garantie du matériel (pièces et main d'œuvre et déplacements) est de 3 ans

## Article 17 DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Article du CCAP
Art. 14	Art. 10.1.
Art. 14.1.3.	Art. 10.4.
Art. 29	Art. 8